

"Petit-à-petit" fait du sur place...

L'essor de l'alimentation bio dépasse toutes les prévisions : de 2000 à 2015 le nombre d'exploitations bio a été multiplié par cinq. Le chiffre d'affaire bio (tous circuits confondus), a été multiplié par 6 et dépasse les 7 milliards €; sa croissance est, désormais, à deux chiffres. Il s'agit d'une poussée venue "d'en bas", alimentée par des choix individuels de paysans innovants, ayant pu récupérer leur autonomie productive et commerciale, grâce à la renaissance, dans les représentations mentales des citoyens, d'une image que le système dominant avait presque complètement effacé : celle d'une consommation reliée au producteur¹. Le développement de la consommation bio et la multiplication des petits producteurs en vente directe possèdent une grande valeur pédagogique et expérimentale; mais, comme le souligne la Confédération Paysanne, les règles de l'économie et des politiques agricoles interdisent que ces pratiques se généralisent, au risque, même, d'aboutir à une agriculture à deux vitesses. Car elles se développent dans un environnement très largement dominé par l'agriculture conventionnelle (94% des terres ...), et par la grande distribution qui contrôle la plus grande part des dépenses alimentaires non-Bio des ménages français (plus de 80% du lait et des œufs ainsi que plus de 90% des fruits consommés sont non-bio). Certes, les dépenses non-Bio sont prédominantes (228 milliards d'€), mais leur progression n'est que de 1% par an : dès lors, la dynamique à deux chiffres de la bio n'a pas échappé aux grandes enseignes qui en captent, déjà, presque la moitié, en agrandissant leurs rayons bio, ou en ouvrant des boutiques de proximité. Ainsi Carrefour, ayant racheté Greenweez (leader du bio sur internet), compte, déjà, une dizaine de *Carrefour Bio*; Auchan a lancé *Cœur de Nature*, Casino développe *Naturalia* (65 unités en 2011, plus du double en 2016). Implantés en centre-ville, ne vendant que des produits bio certifiés, ces petits magasins reprennent tous les codes de la culture écolos (y compris les cagettes de poireaux, appuyées au mur, sur le trottoir, devant le magasin). C'est ainsi que la courbe de croissance du chiffre d'affaires de la bio de la grande distribution a exactement la même allure que celle de la production bio. Par ailleurs, le besoin de quantités, continuité, standardisation de la grande distribution se conjugue avec d'autres forces puissantes pour pousser les producteurs bio vers l'agrandissement, l'intensification, l'industrialisation : sans parler de la structure même des subventions PAC qui favorise les extensions... l'orientation des pouvoirs publics (du Ministère de l'Agriculture, jusqu'aux Collectivités locales), favorables au verdissement de la consommation alimentaire, mais se préoccupant fort peu d'accroître le nombre des petites installations autonomes, (surtout quand elles seraient l'oeuvre de jeunes non conformistes) et préférant privilégier l'agrandissements des exploitations conventionnelles... les pressions des lobbys agro-industriels sur le label européen, pour qu'on focalise le contrôle sur le produit, plutôt que sur les pratiques de production, pour qu'on en supprime l'obligation annuelle, pour qu'on aménage les normes sur les résidus de pesticides, en faveur de l'agro-chimie, pour qu'on introduise du flou dans certains critères, pour qu'on autorise la culture Bio hors sol et les fermes mixtes (bio + non-bio)... sans oublier les manoeuvres de l'agro-alimentaire qui, "*pour protéger le consommateur*", veut privatiser le mot "BIO", lui même... Les signes de cette

¹ Au tournant des années '80-'90, alors que différents petits mouvements agricoles qui défendent l'autonomie du cultivateur, viennent de se rassembler (1987) dans la Confédération Paysanne, défenseur de la petite agriculture familiale et opposé au choix productiviste-chimico-industriel-exportateur de la FNSEA, débarque en France (avec Les Jardins de Cocagne, en 1991) ce mouvement où, pendant plus d'un demi-siècle, des centaines de milliers (voire des millions) de militants se sont acharnés à construire, des alliances locales entre consommateurs et producteurs. Quelques années plus tard, il donnera naissance au GAS italiens (1994) et aux AMAP française (2000).

évolution sont déjà perceptibles : la Fnab constate que les fermes en conversion bio sont de plus en plus grandes et de plus en plus industrialisées.

Dans un tel environnement, une part très importante des énergies militantes disponibles est drainée par des activités focalisées sur l'information, la sensibilisation des citoyens à propos des avantages d'une alimentation bio.

Sans doute, ces activités pédagogiques concourent-elles à l'évolution de la conscience collective... Toutefois, si elles se bornaient à appréhender l'Alimentation dans la seule perspective de la Consommation, si elles ne produisaient que l'augmentation du nombre de consommateurs attentifs à la qualité de ce qu'ils mangent, elles n'aboutiraient qu'à cet accroissement de la demande de bio-nourriture que la grande distribution attend et qu'elle est déjà prête à satisfaire... Dans ce cas, ces efforts ne feraient que faciliter l'évolution de la production bio vers des monocultures industrialisées, dominée par les multinationales de l'agro-alimentaire, ou par des puissantes coopératives agricoles, très éloignées d'une *Agriculture Citoyenne*².

Dès que ce nouveau marché serait devenu suffisamment "porteur", la grande distribution n'aurait aucun mal à l'organiser, à grands coups de marketing *New Age*, quitte à obtenir la nécessaire évolution des labels Bio et à délocaliser tout le délocalisable.

Comment échapper à un tel aboutissement ?

La Confédération Paysanne souligne³ que aucune transition ne sera possible, tant qu'elle restera SEULE à réclamer le changement du modèle agro-alimentaire dominant, tant que l'ensemble de la société ne se sentira pas concerné par cette revendication, car la connivence entre les gouvernements et les choix productivistes, tournés vers l'exportation⁴ de la FNSEA, *interdit qu'un rapport de force politique plus favorable puisse être construit, dans le seul milieu agricole.*

Certes, un territoire particulier ne saurait prétendre, à lui tout seul, changer le paradigme agro-alimentaire où le cadre normatif global de l'économie... Et pourtant, si, au lieu de revendiquer des idées générales peu opérationnelles, ou de viser la sensibilisation des individus, les énergies militantes disponibles s'appliquaient à contester l'actuelle évolution des structures foncières, en réclamant des nouvelles installations, les nombreuses instances locales de décision pourraient difficilement ignorer l'impact d'actions critiques pertinentes qui les prennent pour cible.

C'est dire que, pour éviter (ou freiner) l'évolution de la production bio vers la monoculture industrialisée, il faudra que les citoyens aillent bien plus loin que l'affirmation rituelle d'une "solidarité avec le producteur", qu'ils dépassent, même, le rôle de *consomm'acteur*⁵, pour s'engager dans la remise en cause des règles qui empêchent la généralisation des nouvelles pratiques de production paysanne et de consommation citoyenne. Il leur faudra entreprendre des actions de communication visant les établissements d'enseignement agricole, mais destinées, aussi, à faire connaître à un public générique (qui les ignore) les obstacles qui compliquent l'accès à la terre, qui pèsent sur les installation d'un modèle différent plus riches en emplois, parce que autonomes dans leur production et commercialisation. Il faudra qu'ils

² Celle même qui, selon Miramap, serait en train de *se construire par l'affirmation, petit à petit, du désir d'une nouvelle alliance entre ceux qui produisent et ceux qui se nourrissent* ("Ensemble pour une démocratie agricole et alimentaire").

³ Dans les documents de la campagne "*Agriculture et Alimentation : produire à quel prix, manger à quel prix*".

⁴ Les produits agricoles et agroalimentaires français représentent 60 Md€ d'exportations en 2015, dont 7,2 Mrds € de céréales ("*l'équivalent de 65 avions Rafale*") et 8 Mrds € de "*produits laitiers et à base lait*" (sur 10 litres de lait collectés, 4 sont exportés).

⁵ Illustre personnage du mythe libéral, qui "*vote avec son caddie*".

soient suffisamment informés pour porter une contestation argumentée devant les institutions, à propos du manque de transparence de la gestion foncière, de l'utilisation des critères et des normes pour favoriser l'incessant agrandissement des exploitations conventionnelles et décourager les installations non canoniques.

Il faudra, en somme, qu'ils deviennent les organisateurs de la société civile, pour que les "pouvoirs" des différents niveaux ressentent la pression que celle-ci exerce en défense de la petite agriculture paysanne et d'une structure foncière qui, au lieu d'isoler le producteur, en le faisant devenir un simple maillon de la chaîne productive agrochimie – cultivateur – agroalimentaire, protège son autonomie et son intégration aux relations sociales du territoire, tout en lui permettant de gagner sa vie de façon innovante.

Thomas Regazzola
(adhérent Lesamisdelaconf56)
Mars 2017